

POPULISME

Les Biélorusses redoutent la « démocratie de marché »



Les tentatives d'exportation vers la Biélorussie d'une révolution colorée se heurtent au soutien populaire dont jouit le très autoritaire président Alexandre Loukatchenko. Créés sur le modèle de l'Otpor yougoslave, les « Bisons » ne sont toujours pas parvenus à organiser leur « révolution des bleuets ». Bruno Drweski analyse cette curieuse résistance des Biélorusses au mirage libéral.

page 2

L'affaire des visas allemands

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Le Bundestag vient d'ouvrir une enquête parlementaire sur l'affaire des visas. Le ministre des Affaires étrangères, Joschka Fischer, est accusé d'avoir laissé se développer un trafic qui a permis abusivement à des milliers de personnes, peut-être des dizaines de milliers, d'entrer légalement dans l'espace Schengen. La polémique se développe dans la presse allemande qui place en accusation le ministre qu'elle a tant adoré.

page 10

REPÈRE : 22 AVRIL 1969

Quand l'U.S. Army teste ses ADM sur sa propre population

Le parc naturel de Waiakea sur l'île de Hawaï est réquisitionné en 1964 par le département des recherches du Pentagone pour l'*Operation Green Mist* dont le but est de tester les effets des armes chimiques et bactériologiques dans un « environnement tropical confiné ». Quelque 30 000 Polynésiens vivent autour de la forêt, boivent l'eau de ses sources... ils ne seront pas informés de l'opération. À partir de 1964, l'U.S. Army tire des obus contenant différents bacilles et bactéries dans la forêt. En avril 1965, elle bombarde la zone avec des obus contenant du gaz sarin ou des gaz hallucinogènes. À partir de 1966, elle teste également des défoliants. Les déchets de ces tests bactériologiques et chimiques sont jetés dans une fosse près du volcan, où ils sont encore aujourd'hui. En 2002 les cobayes involontaires de ces essais obtiendront que l'armée quitte les lieux et promette le nettoyage... ils attendent encore. Aucune indemnité ne sera jamais versée, malgré les nombreuses maladies et malformations constatées parmi la population civile. ■



L'EMPIRE DU MENSONGE RÉCOMPENSE AHMED CHALABI

La Coalition anglo-saxonne a toujours démenti les accusations de ses détracteurs l'accusant d'envahir l'Irak pour contrôler ses richesses pétrolières. Au cours des derniers mois, elle s'est évertuée à justifier a posteriori son intervention au nom de la « démocratisation » en organisant un simulacre d'élections. Cependant, considérant désormais que le monde s'est résigné au fait accompli, elle ne prend plus la peine de masquer ses intentions. Ainsi, son agent Ahmed Chalabi (en tricot noir sur la photo), qui a inventé les armes de destruction massive pour « vendre » l'aventure militaire aux opinions publiques, vient d'être nommé... ministre du pétrole. ■

Populisme

Les Biélorusses redoutent la « démocratie de marché »

Les tentatives d'exportation vers la Biélorussie d'une révolution colorée se heurtent au soutien populaire dont jouit le très autoritaire président Alexandre Loukatchenko. Créés sur le modèle de l'Otpor yougoslave, les « Bisons » ne sont toujours pas parvenus à organiser leur « révolution des bleuets ». Bruno Drweski analyse cette curieuse résistance des Biélorusses au mirage libéral.



Alexandre Loukatchenko

Depuis la proclamation de son indépendance, la Biélorussie reste une énigme pour les correspondants de presse étrangers. Ce pays a en effet d'abord refusé par un choix démocratique, puis dans le cadre d'un régime plus « populiste », de suivre la seule voie décrétée inéluctable en 1991, celle d'adopter une économie de marché dérégulée et de se rapprocher de l'OTAN. Aujourd'hui, à la différence des anciennes républiques soviétiques voisines de la Russie, « Les Bisons », un groupe de jeunes formé sous l'égide « d'Otpor », l'organisation

serbe créée avec l'appui des autorités états-uniennes pour renverser Milosevic, n'ont pas réussi à trouver suffisamment de candidats pour renverser le régime au pouvoir à Minsk. Malgré son identité brouillée, la Biélorussie continue donc à pratiquer une politique de compromis *a priori* inqualifiable entre « nostalgies soviétiques », attirance pour le « socialisme de marché » à la chinoise et projet de créer un « libéralisme non chaotique ». Le gouvernement de M. Loukachenko est certes autoritaire, mais il bénéficie d'une assise populaire dépassant sans doute celle de la plupart des potentats d'ex-URSS. D'où sa longévité qui résulte d'un compromis de fait entre une société peu nationaliste et généralement méfiante envers le modèle libéral, une nomenklatura liée à des secteurs industriels ayant en général besoin de l'engagement de l'État (industries spatiales, militaires, de transformation) et les pressions du marché mondial « globalisé » .

Historiquement, la Biélorussie a subi les conséquences de sa situation de passage ouvert à l'Ouest vers la Pologne et l'Europe occidentale, et à l'Est en direction de la Russie et de la masse continentale eurasiatique. Les élites locales étaient traditionnellement polonaises ou russes. La société biélorussienne, quasi totalement paysanne jusque dans les années 1920, a été attirée par la culture russe à mesure que des composantes populistes puis révolutionnaires s'y sont affirmées. Les révolutions russes de 1905, février 1917 et octobre 1917 ont rencontré un écho particulier en Biélorussie, même si un courant nationaliste est né au même moment [1].

Après une courte période d'autonomie politique, d'éveil social et culturel, dans les années 1920, le pouvoir stalinien a liquidé la majorité des élites littéraires de la république, industrialisé le pays à marche forcée et favorisé l'ascension sociale massive de cadres d'origine paysanne. Les massacres commis par les nazis ont ensuite provoqué la naissance d'un puissant mouvement de résistance qui a contribué à enraciner dans cette « république des partisans » un patriotisme soviétique, à base territoriale et « multinationale ». Les anciens combattants, souvent reclassés après la guerre dans l'industrie militaire et l'armée constituent jusqu'à l'heure actuelle un milieu social dotée d'une forte influence, car ils ont contribué à légitimer le puissant secteur militaro-industriel. Après 1945, la Biélorussie a dépassé le niveau économique de la Russie et elle est devenue un des centres industriels de pointe de l'URSS, et son « atelier d'assemblage ». Malgré la catastrophe de Tchernobyl qui l'a touchée de plein fouet et la *perestroïka*, la société est restée perplexe devant les revendications nationalistes qui risquaient de couper le pays de ses liens économiques traditionnels. Et l'idéologie libérale, qui impliquait le démontage des acquis sociaux de l'ère soviétique, a éveillé dès la fin de la *perestroïka* des réticences importantes dans un pays qui venait de sortir de la misère et de l'insécurité. L'opposition anticommuniste et nationaliste s'est dès le début heurtée à une réticence dans de nombreux secteurs de la société, qu'ils restent attachés aux valeurs du communisme, qu'ils rêvent d'un populisme « social-démocrate » restant à inventer ou qu'ils privilégient l'autonomie des entreprises dans le cadre d'une politique active de l'État.

La nomenklatura soviétique qui s'est maintenue aux commandes après 1991, sans véritablement préserver les avantages acquis au cours de la période socialiste, ni introduire de changements nécessaires, a perdu vite l'autorité

nécessaire à son maintien au pouvoir par des moyens parlementaires. Cela a favorisé l'émergence d'Alexandre Loukachenko qui tenait un discours proche des préoccupations populaires, n'hésitait pas à utiliser dans ses interventions un mélange inqualifiable linguistiquement de russe et de biélorussien, et qui fut d'emblée raillé par les intellectuels, ce qui éveillait en conséquence un sentiment de proximité avec lui dans les couches populaires. Il a pu ainsi « aller à la rencontre de son peuple » d'autant plus facilement que, en véritable commis-voyageur, il a su retisser visite après visite les liens économiques et commerciaux avec les régions et les entreprises des autres États post-soviétiques. Pour y parvenir, il a pratiqué un dirigisme assez brouillon, mais qui a néanmoins permis à ses compatriotes d'éviter en partie de connaître la dégradation économique et sociale extrême vécue par leurs voisins après la disparition de l'Union soviétique.



Exemple de sticker distribué par les « bisons »

Dans ce contexte, les forces d'opposition, nationalistes et pro-occidentales ou libérales et russophiles, se sont heurtées à l'incompréhension d'une grande partie de la population. M. Loukachenko a su jusqu'à présent « entretenir la flamme » chez ses partisans par des mesures sociales considérées par les politiciens occidentaux comme démagogiques : usage plébicitaire répété du référendum, répression des forces d'opposition, dénonciation des dignitaires qui manifestaient une trop grande indépendance ou une propension trop visible pour la corruption. Il s'est en revanche toujours refusé à reconstituer un système de parti unique. Il a gardé sous son contrôle plusieurs relais politiques concurrents (partis « pro-étatistes », russophiles ou communistes, administration présidentielle ramifiée sur l'ensemble territoire, ministères de sécurité, armée, Église orthodoxe russe, etc.).

L'administration présidentielle compte aujourd'hui plus de 40 000 fonctionnaires et double l'administration d'État jusqu'à l'échelon local. Elle gère des secteurs entiers de l'économie, contrôle les forces de sécurité et plusieurs médias. Les forces d'opposition sont en revanche à peine tolérées. La limite à ne pas dépasser est de ne pas gêner le pouvoir et de ne pas être en état de contester sa pérennité. Les militants ou les journalistes, mais plus souvent encore les dignitaires tombés en disgrâce, sont soumis à des intimidations, parfois à des répressions ouvertes. Les organisations de défense des Droits de l'homme notent des cas de disparitions ou d'assassinats suspects. Les résultats électoraux sont sujets à caution. Mais on ne doit pas considérer pour autant que la masse de la population rejette, pour le moment au moins, le pouvoir personnel de son président. Les partis d'opposition n'ont jamais réussi à mobiliser une masse suffisante de militants, encore moins d'électeurs. Le pouvoir contrôle les médias audiovisuels nationaux, mais la population a accès aux médias russes souvent assez critiques à l'égard du président Loukachenko. Quant à la presse d'opposition, elle n'est vendue au mieux qu'en dehors des points de vente contrôlés par l'État. Notons que ces méthodes « musclées » ne diffèrent pas vraiment de celles en vigueur dans la plupart des États post-soviétiques ou

ailleurs dans le monde, les « révolutions téléguidées via Interflora » n'ayant pas changé grand chose à ce sujet, ce que l'exemple de la Géorgie confirme amplement. Partout, les appareils d'État post-soviétiques privilégient par habitude les méthodes expéditives, étant rarement en situation d'envisager une politique cohérente sur le long terme depuis qu'ils ont perdu leur « boussole idéologique ». Mais comme la seule voie proposée par les États-Unis et leurs associés est celle de la précarisation des conditions de vie, on comprend pourquoi les dénonciations internationales du régime de M. Loukachenko éveillent chez ses compatriotes des hésitations, car elles ont visiblement une cause géopolitique qui a peu à voir avec un soucis réel pour les Droits de l'homme.

Le pouvoir personnel du président Loukachenko s'appuie d'ailleurs sur une constitution comparable à celle en vigueur à Moscou, mais aussi dans beaucoup d'autres États jugés pleinement démocratiques selon les critères dominant actuellement dans le monde. Les Biélorussiens savent mieux que quiconque que le « changement constitutionnel » organisé par Eltsine à Moscou en 1993 se termina dans un bain de sang des parlementaires russes et fut suivi d'un référendum falsifié qui reçut à l'époque l'appui des « libéraux » anglo-saxons privilégiant « l'ouverture économique », plutôt que le respect des règles démocratiques et de la vie humaine. Aujourd'hui, ces mêmes « libéraux » se déclarent beaucoup plus regardants sur la démocratie en Russie, au moment où les élections s'y déroulent de façon moins contestables, mais alors que Moscou a décidé de reconstruire une politique nationale de développement et de revenir sur la scène internationale.

Rien ne peut donc expliquer aux yeux de beaucoup de Biélorussiens que leur pays soit tenu hors du Conseil de l'Europe. Tout le monde a bien compris qu'il s'agissait de s'opposer à un gouvernement refusant d'appliquer une politique de privatisation sans limites et qui coopère avec la Russie, la Chine, l'Iran, le Viêt-Nam, le Venezuela, qui continue à produire et à exporter des armes, des pièces pour l'industrie aéronautique et des produits relativement peu coûteux pour les marchés du tiers monde. La Biélorussie concurrence en effet des pays plus développés qu'elles, qui offrent des produits peut-être meilleurs, mais nettement plus coûteux.



Demain on rase gratis ?

Sans parti unique, mais aussi sans véritable système multipartite, ce sont les divisions au sein de l'administration présidentielle qui reflètent de façon déformée les clivages existant dans la société. Certains notables sont favorables à la restauration d'un État fort, dirigeant l'économie, tandis que d'autres penchent pour une privatisation prudente et sous contrôle. Le maintien des structures industrielles et économiques héritées de l'URSS puis la restauration

de liens étroits avec les pays post-soviétiques, en particulier ceux appartenant à la Communauté économique eurasienne (CEE) qui regroupe depuis 2000, la Biélorussie, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan permettent de comprendre pourquoi la chute de l'économie a d'abord été nettement moindre que dans les pays voisins et que la reprise y a été plus rapide [2]. Minsk n'a pas connu une dégradation d'un même degré des services sociaux, éducatifs, sanitaires, économiques que celle qui a touché toutes les autres sociétés ex-soviétiques. Vu de Minsk, la « thérapie de choc » qu'a connue la Russie eltsinienne ou les prudentes « réformes de marché oligarchiques » appliquées à Kiev sont un échec. Mais le « clinquant » modèle polonais et balte a lui aussi du plomb dans l'aile et, s'il peut parfois tenter certains Biélorussiens, la plupart savent quels en sont les coûts sociaux, car beaucoup travaillent dans ces pays au noir. Et l'instauration du « mur de Schengen », dans la foulée de l'élargissement de l'Union européenne a contribué à développer le sentiment que « la liberté de circulation des hommes et des idées » soutenue par les puissances occidentales à l'époque du traité de Helsinki n'était qu'un slogan de propagande visant à affaiblir alors l'image du camp soviétique. M. Loukachenko a trouvé là une argumentation crédible pour sa propre propagande.

Mais la Biélorussie est un pays appauvri, et son système économique reste marqué par de nombreuses pesanteurs provenant la période soviétique. Et les innovations économiques ont été menées depuis avec tâtonnement. Ce phénomène commence à devenir inquiétant pour le pouvoir depuis que la reprise est manifeste en Russie et même en Ukraine. La Biélorussie a de plus en plus besoin d'investissements dans de haute technologie pour se maintenir à flot et renouer avec un développement véritable. Le dirigisme au jour le jour, les privatisations au profit de certains barons du régime qui restent dépendants de l'administration présidentielle, les commandes d'État et la mise sur pied d'un système de troc avec la CEI ou le tiers-monde ne pourront pas toujours suffire à maintenir la stabilité politique. L'élaboration d'un nouvel équilibre entre la puissance publique et les acteurs économiques est devenu indispensable [3].

Le pouvoir s'est lancé depuis plus de cinq ans dans l'élaboration d'un « modèle » inédit de « libéralisme non chaotique » devant lui permettre de conserver le contrôle macro-économique. Cette tentative de réforme se heurte à de multiples résistances. Il a par ailleurs besoin pour atteindre la stabilité, de légitimité idéologique et nationale. Le rejet du pouvoir de Minsk par ses voisins occidentaux a provoqué chez certains un réflexe de fierté blessée. Mais Valdimir V. Poutine a aussi manifesté sa mauvaise humeur devant les incertitudes du régime et les ambitions d'Alexandre Loukachenko sur la scène post-soviétique. M. Loukachenko a tenté de construire une légitimité « locale » qui ne soit ni nationaliste, ni uniquement « slavophile », et encore moins systématiquement « russophile ». Il joue la carte du respect des intérêts de son pays dans le cadre de l'intégration de l'espace post-soviétique. Profitant en outre de la position stratégique de son pays pour le transit des hydrocarbures et des productions russes, cette politique a permis au président Loukachenko de négocier avec le Kremlin avec quelques atouts en main. La Biélorussie balance donc entre méthodes de gestion « post-soviétiques » et tentatives de libéralisation « contrôlée », entre indépendance nationale et intégration régionale, entre démocratisation et autoritarisme. Mais la société biélorussienne est bien éduquée et sa jeunesse est de plus en plus impatiente, ce dont les émissaires du

mouvement serbe Otpor, qui ont aidé à la formation en Biélorussie des « bisons », ont tenté de profiter, pour le moment sans succès.

Depuis son élection en 1994, M. Loukachenko a mis en place un régime centralisé, car la vieille nomenklatura n'a pas su constituer après 1991 de partis politiques cohérents et les forces d'opposition, nationalistes, puis libérales et finalement communistes, ont rarement su faire montre d'une capacité à rejoindre les préoccupations de la masse de leurs compatriotes. Le Front du peuple biélorussien constitué à la fin de la *perestroïka* a rapidement versé dans un nationalisme outrancier quasi-ethniste, inacceptable pour la majorité des Biélorussiens, d'autant plus que son soutien à un programme de dérusification allait de pair avec une allégeance de plus en plus marquée envers les milieux émigrés dans les pays anglo-saxons. Or, ces milieux sont souvent soupçonnés d'être issus des anciens collaborateurs des nazis, toujours honnis dans le pays. Ce « Front » n'est donc jamais parvenu à conquérir plus de 15 % des électeurs avant 1995. Les autres formations d'opposition, libérales ou social-démocrates, qui se sont constituées à ses côtés n'ont pas vraiment réussi non plus à acquérir de base sociale stable. Et les communistes se sont divisés après 1994 entre une fraction opposée à Loukachenko au nom du vieux slogan retrouvé, « tout le pouvoir aux soviets », et ceux qui le soutienne au nom du rapprochement avec les États post-soviétiques et du maintien d'acquis sociaux hérités de l'URSS.

Les notables proches de l'ancienne nomenklatura soviétique ont hésité après 1991 entre un attentisme et une politique de réformes « à la russe ». Ce vide conceptuel a alors permis l'apparition soudaine d'Alexandre Loukachenko, un « outsider », ancien chef de sovkhoze qui a su se présenter par ses discours et par son style comme le porte-parole de la « Biélorussie profonde, trahie par ses élites parvenues », qu'elles appartiennent à l'opposition anticommuniste ou proviennent de la nomenklatura [4].

Par sa stratégie de rapprochement avec Moscou et l'utilisation d'un discours « populiste », M. Loukachenko a reçu l'appui d'une partie des couches populaires nostalgiques de l'URSS. Lui, qui se déclare « orthodoxe athée », est parvenu à combiner nostalgie soviétique avec l'appui de l'Église orthodoxe russe. Il a organisé en outre pour de nombreux directeurs d'entreprises menacées leur retour sur les marchés post-soviétiques [5]. La Russie de Boris Eltsine, puis de Vladimir Poutine, a appuyé avec réticences, le président Loukachenko, même si ce dernier a toujours su faire preuve de fermeté dans les négociations commerciales, freine les privatisations au profit des oligarques russes, retarde le paiement des factures pour les hydrocarbures importés. Mais il a aussi reconstruit une coopération avec les militaires russes et le secteur militaro-industriel, ce qui a facilité le redémarrage des deux pays et, surtout depuis M. Poutine, ce qui permet de faire en partie pièce à l'élargissement de l'OTAN.

Alexandre Loukachenko sait aussi se servir d'idées irréalistes, mais lui assurant la sympathie des milieux méfiants envers le monde anglo-saxon. Personne n'a jamais cru par exemple à son projet lancé lors de la guerre yougoslave de 1999, d'une « union » étatique de son pays avec la Russie et la Serbie. Mais cela lui a assuré la sympathie d'une partie de ses compatriotes, et de secteurs politiques influents dans le monde orthodoxe. Vladimir Poutine a laissé penser au début

de sa présidence qu'il souhaiterait avoir affaire à Minsk à un dirigeant plus « présentable » sur la scène internationale, et surtout moins indépendant dans ses initiatives, et moins ambitieux sur la scène post-soviétique. Le Kremlin semble aussi soucieux de satisfaire les appétits des « nouveaux capitalistes » russes qui lorgnent sur les entreprises biélorussiennes à privatiser. Les luttes de factions au sein de l'administration présidentielle à Minsk permettent de penser que le Kremlin cherche à y placer ses pions, en particulier les « réformateurs » du KGB local et proches du FSB russe [6]. Mais les déceptions du Kremlin devant les résultats de la politique d'ouverture en direction des États-Unis, particulièrement depuis les « révolutions Interflora » dans l'espace post-soviétique, semblent avoir forcé Moscou et Minsk à trouver un modus vivendi. Cela n'empêche pas Loukachenko de mener par vagues des purges visant les éléments qui au sein de son administration semblent rencontrer une sympathie particulière de la part du Kremlin. Rien n'empêche de penser cependant que M. Poutine préférerait trouver un candidat russophile moins tenace dans la défense des intérêts spécifiques de la Biélorussie. Moscou ne peut toutefois qu'hésiter à s'engager dans une épreuve de force avec le président Loukachenko, du moins tant que son gouvernement ne manifestera pas, comme ce fut le cas au Kirghizstan, des signes manifestes d'essoufflement et qu'il se heurtera à l'opposition tenace des États-Unis. Et cela d'autant plus que la Biélorussie permet de contourner en partie l'Ukraine pour approvisionner l'Europe occidentale en hydrocarbures russes.



Les réticences que Minsk a manifesté à l'égard des injonctions venues de l'Ouest, mais aussi la rudesse dont a fait preuve M. Loukachenko tant à l'égard des puissances extérieures que de ses opposants ont contribué à limiter l'émergence de mafias et d'oligarques « indépendants ». Les phénomènes de délinquance et de désagrégation sociale existent cependant, mais ils semblent pour le moment relativement contrôlés par l'administration. La corruption semble même tolérée dans certaines limites, en échange d'une allégeance au pouvoir politique. Minsk s'est engagée depuis quelques années dans l'élaboration d'une nouvelle « idéologie d'État » qui peine cependant à se concrétiser sous une forme cohérente. Pour le moment ses compatriotes, s'ils ne manifestent plus beaucoup d'enthousiasme envers leur président, ne semblent pas prêts à envisager de se rebeller pour aboutir à un changement que les expériences en cours dans les pays voisins rendent contestables. L'histoire, en particulier les horreurs de la Seconde Guerre mondiale et le rôle militaire pivot joué ensuite par la Biélorussie dans le contexte du Pacte de Varsovie, semble avoir appris à ses habitants l'importance de la géopolitique, ce qui rend plus difficile les efforts des jeunes « bisons » prônant une démocratie à paillettes. Mais la société biélorussienne, et en particulier sa jeunesse, est bien éduquée, ce qui la rend de plus en plus impatiente. Elle souhaite une politique d'ouverture réfléchie sur le monde, qui pourrait passer par l'Europe, par la Russie ou plus largement, par l'Eurasie.

Bruno Drweski

Maître de conférences à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO). Directeur de publication de La Pensée libre et administrateur du Réseau Voltaire.

[1] Sur les raisons justifiant l'usage du terme de Russiens (ou de Ruthènes) pour qualifier les différentes populations issues de la Ruthénie (ou Rous) de Kiev, dont les Russes (ou Grands-Russiens liés à l'État moscovite ou *Rossiya*) ne sont qu'une composante, voir, B. Drweski, *La Biélorussie*, PUF, Paris, 1993, pp. 5-9. L'usage de l'appellation « Belarus » depuis 1991 a été imposé par Minsk pour souligner cette distinction mais, outre que ce terme est artificiel pour le français, il reprend la transcription allemande de « Biélarous » utilisée pendant l'occupation nazie, ce qui ne peut qu'éveiller de fortes réticences.

[2] En 2002, la production, calculée sur la base de l'indice 100 pour 1990, était de 90 pour la Biélorussie contre 75 pour la Russie et 50 pour l'Ukraine. Mais la reprise dans ces deux derniers pays semble désormais plus rapide. Seul dans la CEI, l'Ouzbékistan et la Biélorussie n'ont pas connu un effondrement marqué de leur production après 1990. (Source : ouvrage collectif sous la direction de J. Radvanyi, *Les États postsoviétiques - Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Armand Colin, 2003, 235 p.). Le PIB par tête était de 2.198 dollars en 1999 en Biélorussie contre 2.138 pour la Russie et de 837 pour l'Ukraine (CEI 1999-2000. Faits et chiffres, Op. Cit.). La Biélorussie arrivait en 61ème position dans le monde pour l'IDH, alors que la Russie vient de la dépasser avec la 60ème position et l'Ukraine en 80ème (Idem) .

[3] Bruno Drweski, « Biélorussie. Les limites d'un système », *Le Courrier des pays de l'Est* n°1010, novembre-décembre 2000, pp. 27-40.

[4] Voir Alexandra Goujon, Jean-Charles Lallemand, Virginie Symaniec (sous la dir.), *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, L'Harmattan, Paris, 2001.

[5] Voir Alena Lapatniova, *Biélorussie : Les mises en scène du pouvoir*, L'Harmattan, 2001, 133 p.

[6] L'appareil de sécurité hérité du KGB soviétique a été divisé en plusieurs structures distinctes, dont certaines semblent responsables de disparitions ou de meurtres d'opposants et surtout d'anciens dignitaires corrompus ou tombés en disgrâce.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

L'affaire des visas allemands

Analyse

The *Washington Times* ouvre dans ses colonnes un débat sur l'embargo contre Cuba, ce qui représente en soi une évolution notable : les choses ne vont plus de soi, la politique choisie devient discutable. Si la représentante républicaine de Floride, Ileana Ros-Lehtinen, poursuit sans surprise ses imprécations contre le gouvernement castriste, qu'elle accuse de pratiquer la torture, Sarah Stephens du CIP montre que, quoi que l'on pense de Cuba, l'embargo est une erreur. Le débat quitte la question quasi-religieuse du caractère maléfique ou non du régime communiste pour entrer dans celui du réalisme : seuls les États-Unis continuent à penser que Cuba est une dictature et se privent de commercer avec l'île. Pendant ce temps, le reste du monde en général et la Chine en particulier fait de bonnes affaires.

Le Premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, revient d'un voyage officiel en Chine où il est allé signer de nombreux contrats commerciaux en attente depuis des mois. La presse a eu le bon goût de ne pas remarquer que le président Chirac avait négocié ces contrats l'an dernier, sans les conclure, puis qu'il était parvenu à faire lever l'embargo européen sur les ventes d'armes à Pékin, et que son Premier ministre était venu récolter les fruits de cette politique. Quoi qu'il en soit, M. Raffarin se fend d'une tribune dans *Le Monde* pour annoncer qu'il a aussi discuté de la défense de l'industrie textile française face au déferlement de produits chinois autorisé par les accords de l'OMC. C'est l'occasion pour lui de célébrer l'Union européenne comme partenaire à la dimension de la Chine, et donc de « vendre » le Traité constitutionnel bientôt soumis à référendum.

Le Bundestag vient d'ouvrir une enquête parlementaire sur l'affaire des visas. Le

ministre des Affaires étrangères, Joschka Fischer, est accusé d'avoir laissé se développer un trafic de visas qui a permis abusivement à des milliers de personnes, peut-être des dizaines de milliers, d'entrer légalement dans l'espace Schengen.

Le député (CDU) Reinhard Grindel, explique dans le *Tageszeitung*, qu'il suspecte M. Fischer d'avoir ouvert les vannes par volonté idéologique et d'être resté sourd aux rapports de son administration. De même que « l'enfer est pavé de bonnes intentions », le programme des rouges-verts a conduit en définitive à faciliter le trafic des êtres humains. L'idéal libertaire des soixante-huitard profite aux proxénètes.

L'écrivain très tendance, Wladimir Kaminer, s'insurge dans le *Spiegel* de cette vague de xénophobie. Les Allemands, qui ont toujours eu peur des hordes de l'Est, cherchent dans cette affaire de nouveaux boucs-émissaires. Désormais, à leurs yeux, les Ukrainiens sont tous des putes et des voleurs, entrés légalement chez eux à la faveur du laxisme des verts. L'eurodéputé vert allemand, Daniel Cohn-Bendit dénonce dans *Die Zeit* l'attitude de la CDU et affirme que l'ouverture des frontières n'était que la continuité de la politique amorcée avant l'arrivée au pouvoir de la coalition rouge-verte.

Répondant à ses détracteurs, Joschka Fischer fait amende honorable dans le *Tageszeitung*. Oui, il a commis une erreur. Oui, il a négligé les alertes de ses collaborateurs. Mais il était très occupé sur la scène internationale par des problèmes autrement plus importants.

Observateur distancié, le professeur en sciences des médias Hans-Jürgen Bucher sourit dans le même quotidien de la bête communicante qu'est devenu M. Fischer. Le ministre incarne la personnalisation de la politique, c'est-à-dire son américanisation. Mais à force, cette assurance en soi ne devient-elle pas contre-productive ? Les Allemands brûlent aujourd'hui l'idole qu'ils ont adoré car trop de Fischer tue l'image de Fischer.

Réseau Voltaire

Ileana Ros-Lehtinen



Ileana Ros-Lehtinen est députée républicaine de Floride et préside le sous-comité sur le Moyen-Orient et l'Asie centrale de la Commission des

« L'avenir des relations américano-cubaines »

Source : Washington Times

Référence : « The future of Cuban - American relations », par Ileana Ros-Lehtinen, *Washington Times*, 26 avril 2005.

Dans son second discours inaugural au début de cette année, **George W. Bush** rappela que la survie de la liberté dans notre pays dépend du succès de la liberté dans d'autres pays. Par essence, nous devons être du côté des opprimés et combattre les oppresseurs. Ce combat doit commencer dans notre propre hémisphère, à 90 miles de nos côtes. Là, le peuple cubain est toujours sous la

Relations internationales de la Chambre des représentants. Militante anti-castriste, elle est aussi co-rédactrice d'un projet de loi prévoyant des sanctions économiques contre la Syrie et ouvrant la voie à une intervention militaire.

coupe d'une dictature communiste anachronique, ennemie des États-Unis. Chaque jour, chaque année, des Cubains de tous âges, de toutes races et de toutes croyances sont envoyés en prison pour avoir osé critiquer le régime. Tous vivent sous la coupe d'un régime terroriste dans des conditions que nous ne pouvons pas imaginer. La plupart des Cubains sont des dissidents qui ont peur d'affronter en face le régime stalinien, les autres sont prêts à tout risquer. Ceux là nous demandent de continuer notre politique et de priver leur dictateur de ressources. Pourtant, certains demandent de lever l'embargo et croient que le tourisme va guider Cuba vers la démocratie. Ils oublient que les hôtels des touristes sont à quelques mètres des geôles cubaines où on torture les hommes et où on viole les femmes. Dans cette île, les parents qui refusent que leurs enfants subissent un endoctrinement communiste peuvent être mis en prison. Ce n'est pas notre politique qui provoque cette situation, c'est celle de Castro. Nous soutenons l'opposition pacifique au pouvoir cubain. Notre politique l'a renforcée, mais elle ne l'a pas créée. Nous devons l'aider sans faiblir.

Sarah Stephens

Sarah Stephens est directrice de la Freedom to Travel Campaign, un projet du Center for International Policy.

« L'isolation est une stratégie obsolète »

Source : Washington Times

Référence : « Isolation is an outdated strategy », par Sarah Stephens, *Washington Times*, 26 avril 2005.

Depuis 45 ans, les États-Unis ont une stratégie pour combattre le gouvernement Castro : isoler Cuba politiquement et économiquement. Mais les temps ont changé avec la chute de l'URSS et la globalisation. Aujourd'hui cette politique a pour seule conséquence de nous empêcher d'exercer une quelconque influence sur l'île.

Regardez les nations qui sont installées à Cuba ! La Chine est installée. Pendant 30 ans, les États-Unis ont tenté de faire quitter l'île à l'URSS et aujourd'hui, la place est occupée par la Chine. Le montant des échanges commerciaux entre ces pays s'élèvent à 400 millions de dollars cette année et un accord entre eux devrait le faire monter à 1,5 milliards d dollars dans les prochaines années. En échange, Pékin exploite le nickel de Cuba ; le nickel est classé comme un minéral sensible par le Pentagone en raison de son utilisation dans des programmes militaires.

Le Venezuela est là bas et **Hugo Chavez** et Castro discutent régulièrement de l'opportunité de cesser d'alimenter en pétrole les États-Unis. Le Canada est là-bas et ses compagnies pétrolières alimentent l'île. L'Union européenne y est également et s'efforce d'obtenir plus d'ouverture politique à Cuba par la discussion.

Au contraire, les États-Unis limitent les voyages vers Cuba, faisant perdre 400 millions de dollars à leurs compagnies aériennes et empêchant les Américano-Cubains d'aider leurs familles. Cette politique nous fait plus de mal que de bien et nous devons en changer.

Jean- Pierre Raffarin



Jean-Pierre Raffarin est
Premier ministre français.

« Retour de Chine »

Source : Le Monde

Référence : « Retour de Chine », par Jean-Pierre Raffarin, *Le Monde*, 28 avril 2005.

La renaissance de la Chine fascine et inquiète l'Europe. La Chine est en train de redevenir cette grande puissance qu'elle était avant 1800 en se basant sur une main d'œuvre bon marché peu qualifiée, mais aussi sur des cadres de haut niveau. L'Europe et la France doivent s'adapter à cette nouvelle donne en développant avec la Chine des relations équilibrées, de puissance à puissance. Nous devons davantage tirer profit des opportunités qu'offrent les nouveaux pôles de croissance mondiale et c'est le sens de ma visite là-bas : aider l'implantation des PME et de nos « champions nationaux ». La Chine est intéressée par la mise en place d'un partenariat. Ce souci de rééquilibrage des échanges nous guide dans la gestion du dossier textile. Les Chinois se sont montrés responsables et annoncent de nouvelles taxes sur leurs exportations. Nous respecterons les règles de l'OMC tout en étant fermes sur la sauvegarde de notre industrie.

Pour discuter avec la Chine, il faut une Europe forte. En 2005, la mondialisation prend une dimension accélérée. À l'émergence rapide de la Chine et de l'Inde viennent en effet s'ajouter un choc pétrolier ainsi que des déficits budgétaires et extérieurs américains considérables, qui fragilisent le dollar. La croissance européenne est soumise à ces chocs à la fois forts et simultanés. C'est le vrai visage de la mondialisation : de nouvelles potentialités de croissance durable, mais aussi des tensions sur les prix des matières premières et les taux de change qui retardent l'Europe. Tous les continents sont touchés par ces phénomènes et la Chine et l'Inde sont partagés entre régions en pleine ascension et celles encore en phase de reconversion.

Dans ce contexte, il faut construire une Europe forte, tout retard se paiera comptant. Grâce à l'euro, nous sommes à l'abri des turbulences monétaires, grâce à l'élargissement, nous avons atteint la « masse critique » nécessaire. Nous devons encore construire l'Europe politique et pour cela nous devons ratifier le traité constitutionnel. Seule l'Europe politique nous permettra de parler d'égal à égal avec les puissants. L'Europe politique nous protégera, mais cette protection ne se justifie qu'à condition de nous permettre d'organiser une stratégie de reconquête industrielle. Face à la mondialisation, le repli sur soi et le protectionnisme conduiraient à une inéluctable marginalisation. Dans cette optique de reconquête, le gouvernement français entend faire de 2005 l'année où les fruits des réformes entreprises depuis trois ans seront récoltés. La France joue aujourd'hui, avec l'Allemagne, un rôle actif pour que l'Europe équilibre sa politique de la concurrence par une politique industrielle plus volontariste. La France œuvre pour une Europe qui soutient et pilote des grands programmes, comme hier Ariane ou Airbus, demain ITER et Galiléo. Nous devons également développer les emplois hautement qualifiés et peu délocalisables chez nous.

Tout cela ne se fera pas au détriment de notre politique sociale. L'Europe politique, le volontarisme industriel et l'adaptation de notre modèle social constituent les axes de réponse que le gouvernement apporte aujourd'hui à la mondialisation. Face aux États-Unis, à la Chine, et bientôt à l'Inde, notre chance sera la force de l'Europe pour éviter la guerre des emplois.

Reinhard Grindel



Ancien journaliste télé à la ZDF, Reinhard Grindel est député CDU au Bundestag.

« Fisher était au courant »

Source : Die Tageszeitung

Référence : « Fischer hat zugeschaut », par Reinhard Grindel, *Die Tageszeitung*, 15 février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le ministre des Affaires étrangères est désolé de ce que la politique rouge-verte des visas ait entraîné des dérapages, ce n'est pas suffisant pour l'opposition. Les collaborateurs de Fisher, particulièrement à l'ambassade de Kiev, désapprouvaient cette politique laxiste favorisant la criminalité. Nous voulons connaître l'ampleur de la responsabilité et en tirer ensuite les conséquences. Nous voulons savoir ce qu'il savait, ce qu'il a toléré et ce qu'il a ordonné. Il est possible que des fraudes aient eu lieu avant 1998, Kinkel avait déjà allégé les formalités de visa dans le gouvernement Kohl, mais ce sont les rouges-verts qui ont institué le carnet de voyage (relatif à l'assurance) que les criminels ont utilisé comme laisser-passer pour l'Allemagne. Les Verts voulaient sans doute mettre fin à la politique restrictive de l'Union.

On doit trouver les raisons politiques qui ont fait que des femmes ont été plus aisément contraintes à la prostitution. Les services savaient très bien que ces jeunes Ukrainiennes qui recevaient des invitations provenant de « clubs de loisirs » allaient être employées dans des bordels. Je n'arrive pas à croire qu'on ait occulté de telles informations au ministère. Fisher a ignoré de nombreux avertissements : des fonctionnaires, du ministère de l'Intérieur, des collègues français. Je me demande ce que font les femmes vertes. Je comprends qu'il leur faille rester unies, mais il ne faut tout de même pas ignorer la prostitution forcée sous le prétexte de protéger une espèce d'ouverture excentrique au monde et à un parrain.

Wladimir Kaminer



D'origine russe et ayant émigré en Allemagne en 1990, Wladimir Kaminer est animateur radio et écrivain à succès, il est l'un des grands noms de l'avant-garde littéraire allemande.

« L'Allemagne doit sortir du parking souterrain »

Source : Der Spiegel

Référence : « Deutschland muss raus aus der Tiefgarage », par Wladimir Kaminer, *Der Spiegel*, 14 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Cette affaire des visas a une incidence sur tous les étrangers. Ils constituaient déjà un sujet sensible, ils sont désormais victimes des dommages collatéraux causés par la tentative de chasser Fischer de son poste. Depuis 15 ans que je suis arrivé de Moscou à Berlin, j'essaye de rapprocher les cultures et aujourd'hui les médias propagent à l'unisson l'idée selon laquelle les Ukrainiens, il y a peu célébrés comme des héros de la démocratie, ne sont qu'une horde de voleurs, de tueurs et de maquereaux. Les Allemands qui ont autant de perspectives que s'ils vivaient dans un parking souterrain représentent un terreau fertile pour ce genre d'idées. Les hordes venues de l'Est avaient joué un rôle important dans la propagande hitlérienne.

Les travailleurs au noir venus d'Ukraine sont très populaires chez ceux qui les exploitent, beaucoup moins parmi les cinq millions de chômeurs. Fischer a fait en sorte qu'aucun soldat allemand n'aille se faire sauter en Irak, c'est plus important que la gestion du consulat de Kiev. Plus le régime des visas sera restrictif, plus la proportion de criminels sera grande. Ils ont de l'argent, pas de scrupules, ils trouveront toujours un moyen. Parmi mes amis, seulement un sur dix environ a obtenu un visa après en avoir fait la demande. Après cette affaire, et grâce à la CDU et aux médias, c'est un sur cent qui recevra un visa. Je propose au gouvernement de fermer tous les consulats à l'Est, l'Allemagne sera plus sûre.

Les victimes de cette affaire sont les Allemands, la campagne a insufflé la peur de l'étranger. Les Allemands préfèrent mourir dans le dénuement plutôt que d'accepter des étrangers qui vont relancer la consommation. Ils ont besoin d'un nouvel ennemi après la chute du communisme : les islamistes, les prédicateurs de haines, les terroristes dormants des pays arabes. Les Vietnamiens sont des revendeurs de cigarettes, les Nigériens des dealers d'héroïne et désormais les Ukrainiens des putes et des voleurs.

J'ai obtenu le statut de réfugié en 1990, en tant que juif d'ex-URSS, nous étions les premiers à ne pas avoir une utilité pratique, au contraire des Italiens et des Turcs dans les usines et des Thaïlandaises dans les bordels. J'ai depuis reçu la nationalité allemande, mais à chacune de mes conférences, il se trouve toujours quelqu'un pour me demander, pas du tout méchamment, « quand rentrez-vous en Russie ? ».

Daniel Cohn-Bendit



Ancien meneur des manifestations étudiante de mai 68 en France, Daniel Cohn-Bendit est député européen vert co-président du groupe des Verts/Alliance libre européenne au Parlement européen.

« Les verts doivent arrêter de geindre »

Source : Die Zeit

Référence : « Die Grünen sollten aufhören zu jammern », par Daniel Cohn-Bendit, *Die Zeit*, 24 février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

La directive Volmer n'a rien à voir avec l'idéologie verte. Fischer lui-même a peu de sympathie pour les gens qui se disent bons. Il s'agit simplement d'une continuité de la politique allemande d'ouverture à l'Europe de l'Est. Tout gouvernement allemand s'est demandé quelle devait être son attitude après la chute du communisme, la première décision importante du gouvernement Kohl fut un accord avec la Pologne et sur pression des défenseurs des libertés, l'ouverture des frontières allemandes au tourisme...

La politique des visas vis à vis de l'Est était trop restrictive, les rouges-verts ont pris les mesures pour faciliter la circulation des personnes, cela a créé une brèche dans laquelle se sont engouffrés les criminels et les passeurs. Bien sûr c'est un devoir moral quand on ouvre les frontières de faire en sorte que les trafiquants n'en profitent pas mais je pense que le trafic humain ne se combat pas à l'aide de visas. Pour moi le certificat de solvabilité est dangereux et asocial. Walter Benjamin est mort dans sa fuite devant les nazis parce qu'on le lui avait refusé.

Fischer doit s'expliquer clairement et le plus vite possible sur cette affaire. Ce qu'il ne faut pas c'est que l'on dise que des erreurs ont été commises sans dire lesquelles. Pour leur défense, les verts doivent confronter la CDU à sa propre politique extérieure. En janvier 2005 par exemple, le Parti Populaire Européen (PPE) a proposé un assouplissement du régime des visas pour les Ukrainiens au parlement européen. Cela a été adopté et tous les députés CDU, CSU et FDP l'ont voté. Les verts auraient dû s'expliquer il y a 3 mois déjà, quand les faits ont été connus.

Il y a une espèce de réflexe chez les verts à considérer que la pensée sécuritaire est réactionnaire quand elle s'applique à la politique envers les étrangers. C'est un cercle vicieux et le gros problème des verts. On ne peut pas à la fois être le défenseur des Droits de l'Homme et être le chef de la police.

Joschka Fischer



Joschka Fischer est ministre vert allemand des Affaires étrangères.

« Comment pouvez-vous savoir ce que je pense ? »

Source : Die Tageszeitung

Référence : « Woher wissen Sie, was ich denke ? », par Joschka Fischer, *Die Tageszeitung*, 13 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Il ne s'agit ni de la fin de l'union rouges-verts, ni de la chute de celui qui fut un jour le politicien préféré de ce gouvernement. Les temps sont difficiles aussi bien pour la coalition gouvernementale que sur le plan personnel, mais nous avons un contrat de 4 ans avec les électeurs à remplir, pour la rénovation écologique et sociale du pays, et ça, même dans les conditions les plus difficiles. Je ne rejette pas la faute sur mes collaborateurs dans cette affaire de visas. Je suis pour le principe de la responsabilité ministérielle et je reconnais mes fautes. J'ai eu le tort de penser que l'allègement des contrôles pour les visas, engagé par le gouvernement Kohl, pouvait être poursuivi. J'aurais du réagir plus tôt quand le nombre de visas accordés a explosé à Kiev entre 2000 et 2002. Ces excès ne sont cependant pas le résultat de la circulaire Volmer, il s'agit d'une attaque politique.

Je n'ai pas été attentif à ces questions, il y avait à l'époque la guerre au Kosovo, les attentats du 11 septembre, l'Afghanistan, l'élargissement de l'Union européenne. De plus, je n'ai personnellement aucune expérience en matière de droit des visas, je n'étais pas sensibilisé. Les bureaux des compagnies de tourisme et des assurances de voyage impliquées dans ces abus ont été fermés en 2001 et 2002. En 2004, le nombre de visas accordés à Kiev est revenu au niveau de 1998.

Les médias se saisissent de détails comme la criminalisation de la délivrance des visas à Pristina, mais avec trois millions de visas à l'année, on ne peut exclure les erreurs. C'est un travail difficile de jongler entre sécurité et liberté de circuler. Cette liberté de circuler a contribué à la démocratisation de l'Europe de l'Est et cette démocratisation renforce notre sécurité. Je ne fais pas partie de ceux qui pensent que la société multiculturelle est dépassée, elle est une réalité. **Victor Yushchenko** a intelligemment suggéré de faciliter d'abord la circulation de certains groupes comme les scientifiques, les managers et les étudiants. Je n'ai rien à cacher, je ne sais pas quel impact auront mes explications fin avril, mais je suis pour la vérité, rien que la vérité.

Hans-Jürgen Bucher



Hans-Jürgen Bucher est professeur en science des médias à l'Université des Trèves.

« Trop de Fischer ne tue-t-il pas Fischer ? »

Source : Die Tageszeitung

Référence : « Die Frage ist, ob so viel Fischer gut ist für Fischer », par Hans-Jürgen Bucher, *Die Tageszeitung*, 26 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Fischer a été convaincant lors de sa prestation télévisée, moins ennuyeux que prévu, avec tact et aveux. Il avait qualifié un jour le chancelier Kohl de « bouddha en chair ». On a aussi eu l'impression que Fischer s'était donné cet idéal : être le moins possible sensible à son environnement et poursuivre imperturbablement sa stratégie. Il a été offensif, il a attaqué les membres de l'opposition qui participent au gonflement du scandale, parlant de leur double morale, de leur propagande, des coups bas. Après la prestation de l'ancien ministre d'État Volmer (qui a donné son nom à la circulaire) la semaine dernière, on a pu voir qui était le plus habile. Cela a probablement amusé la galerie.

Fischer avait deux stratégies : d'abord il y a eu continuité de la politique des visas du gouvernement Kohl, ensuite, les dirigeants régionaux de la CDU et de la CSU avaient préconisé une politique encore plus libérale. C'est une bonne démonstration de la double morale. Les partisans de Fischer seront satisfaits de sa prestation, ses adversaires seront confortés dans leur idée qu'il est arrogant et prétentieux. Si par « américanisation » de la société on entend personnalisation de la vie politique, alors le *personality show* appelé « Joschka Fischer » est un bon exemple. La question est de savoir si autant de Fischer est bon pour Fischer. L'américanisation signifie aussi que tout est placé sous le diktat du divertissement. Ce qui sera décisif, c'est le traitement que les médias vont réserver à cette audience. Les plus sérieux critiqueront le fait qu'il n'a rien éclairci de l'affaire, les moins sérieux constateront qu'il a eu besoin de lire ses notes plus d'une fois.